

Il y a 70 ans, la terreur nucléaire



Photo: Musée du Mémorial de la Paix d'Hiroshima / Agence France-Presse En août 1945, les Américains ont largué une bombe atomique sur les villes japonaises d'Hiroshima (notre photo) et de Nagasaki.

Stéphane Baillargeon

29 août 2019

Société

Les Russes l'appellent RDS-1 ou Premier éclair. Les Américains la baptisent Joe-1, en référence à Joseph Staline. Cette foudre nucléaire soviétique frappe à 7 h du matin le 29 août 1949, il y a donc 70 ans. Elle fait entrer le monde dans une nouvelle terreur atomique, une de plus, après Gadget, première bombe A de l'histoire testée au Nouveau-Mexique en juillet 1945 avant les largages d'Hiroshima et de Nagasaki.

Il faudra un petit mois pour que l'onde de choc se répande dans la population mondiale. Le 23 septembre, le bureau du président américain Harry S. Truman annonce par un communiqué laconique la fin du monopole atomique américain. « Le développement ultérieur de cette nouvelle force par d'autres nations était prévisible, dit le texte. Nous avons toujours pris en compte cette probabilité. »

En vérité, les services de renseignements de Washington n'attendent pas cette percée avant plusieurs années. Le président lui-même doute tellement des données sismiques enregistrées qu'il demande aux scientifiques de reprendre les analyses.

Le Devoir parle du changement de paradigme militaire en une le 26 septembre. « La bombe atomique russe met en danger le Pacte de l'Atlantique », résume le titre qui reprend une déclaration du général de Gaulle. L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) existait à peine depuis avril. Le général président affirme que dans ce nouveau contexte, « la France devrait donc voir dorénavant à assurer elle-même sa défense ». Le pays va passer de la parole aux actes en développant sa propre bombe, puis en quittant l'OTAN en 1966, jusqu'à sa réintégration complète en 2009.

La course ?

Les répercussions de ce moment-monument se sont fait sentir pendant des décennies. « L'explosion de la bombe soviétique marque une étape dans une course aux armements qui est déjà commencée », nuance Yannick Quéau, directeur de la recherche au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, *think tank* belge.

« Il n'y a pas de précédent avec cette puissance de feu. À la longue, le gonflement des stocks a déployé des capacités de destruction massive de la vie et de l'humanité.

— Yannick Quéau

C'est l'évidence même : pour arriver à cette étape, il fallait déjà être engagé sur le chemin nucléaire. « Quand les Américains ont fait sauter leurs bombes pendant la Seconde Guerre mondiale, ils faisaient savoir à tous qu'ils l'avaient et que la course était enclenchée. Avec sa propre bombe, l'URSS assure son statut de « Super Grand », comme on disait dans la terminologie de la guerre froide. »

Les mots et les choses de l'époque font frémir. On parlait aussi d'équilibre de la terreur. Les écoliers visionnaient des films pour apprendre à se cacher sous leurs pupitres en cas d'attaque. Les plus riches se faisaient construire des abris antiatomiques. Une frayeur préapocalyptique s'étendait partout.

« L'arme nucléaire couplée à la technologie des missiles donne à un nombre extrêmement réduit de dirigeants la capacité d'annihiler des dizaines de milliers de personnes en quelques minutes, dit le directeur Quéau, rejoint à Bruxelles. Il n'y a pas de précédent avec cette puissance de feu. À la longue, le gonflement des stocks a déployé des capacités de destruction massive de la vie et de l'humanité. »

Certaines catastrophes ont été évitées de justesse. La page Wikipédia sur les « *close calls* », liste onze attaques connues « évitées de justesse ».

Le Traité international sur la non-prolifération des armes nucléaires adopté en 1968, et presque universellement signé, fait que le club très sélect des puissances atomiques comprend maintenant les États-Unis (1945), la Russie (1949), la Grande-Bretagne (1952), la France (1960), la Chine (1964), l'Inde (1974), le Pakistan (1998) et Israël. L'Afrique du Sud a renoncé à développer sa bombe. L'Iran et la Corée du Nord ont des programmes nucléaires toujours d'actualité. Les deux super géants ont négocié des traités pour réduire et détruire des stocks d'armes.

« Là où il y a eu et où il peut encore y avoir des risques, c'est dans un pays comme le Pakistan, dit M. Quéau. Des sites de stockage ont été pris pour cible par des groupes islamistes. Mais il y a aussi beaucoup de fantasmes. Ce n'est pas si simple que ça de mettre la main sur une arme nucléaire. »

Quelle course ?

Par contre, la course reprend de plus belle pour les armes conventionnelles. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), la valeur totale des transferts d'armes dans le monde dépasse les 120 milliards \$ en 2017, en constante augmentation (+23 % en 2014-2018 par rapport à 2004-2008). Les dépenses militaires totalisent plus de 2,2 billions en 2018, plus haut sommet depuis 1988.

« Je n'aime pas parler de course aux armements », corrige à son tour la Québécoise Aude Florent, directrice de programme du SIPRI depuis plusieurs années. Elle a été jointe à Stockholm.

« Le terme est daté de l'époque nucléaire. Et même s'il y a effectivement une forme de compétition, je trouve que cette notion n'est pas adaptée à la dynamique actuelle. Déjà l'URSS, ce n'est pas la Russie et inversement. Ensuite, l'économie mondiale a changé radicalement. Finalement, les compagnies d'armements sont très internationalisées. »

Elle donne l'exemple de la compagnie française Naval Group, qui vient de signer en Australie un contrat stratégique de 50 ans et de 45 milliards \$ pour la construction de 12 sous-marins.

« Tout a changé objectivement depuis la période de la guerre froide et il nous faut d'autres concepts pour caractériser la situation internationale et sécuritaire de notre temps. Tout a changé : les enjeux et les idéologies, les technologies et l'économie et il me semble trop facile de ramener de vieilles notions pour comprendre et expliquer notre époque. »

Le concept de course aux armements semble d'autant moins pertinent que les États-Unis dominent totalement ce monde. À elles seules, les dépenses militaires américaines représentent plus du tiers du total mondial en 2018.

« La course, s'il faut vraiment l'appeler comme ça, elle est déjà gagnée, résume la spécialiste. Les États-Unis sont beaucoup plus imposants que la Chine ou la Russie du point de vue militaire. Combien de pays peuvent s'acheter 2500 avions-chasseurs F-35 ? Les États-Unis en ont plus pour eux-mêmes que tous ceux transférés à d'autres pays. Il ne faut pas entrer dans un monde fantaisiste où la Russie serait capable de compétitionner. »

Mme Florent explique aussi que le nucléaire est passé au second plan des enjeux sécuritaires. Les ententes des années 1990, après l'effondrement de l'URSS, ont réduit le nombre des armes atomiques. Les recherches de point portent maintenant sur de nouveaux types d'armes, les missiles hypersoniques, les drones et d'autres armes robotisées, sur l'intelligence artificielle (<https://www.ledevoir.com/intelligence-artificielle-ia>) surtout qui vont complètement révolutionner la guerre en frappant ses propres éclairs.